Article 21 du Règlement

A l'instar de tous les Canadiens, les Canadiennes méritent à juste titre le respect que leur témoigne le discours du trône. Elles méritent en outre que le gouvernement intervienne vigoureusement au moyen de programmes, de politiques et de mesures législatives pour les aider à s'intégrer à la vie économique.

Tout ce que le gouvernement conservateur offre aux Canadiennes, c'est une étude. Une étude de plus qui ira rejoindre toutes celles qui traitent de la condition féminine et qui s'entassent déjà à Ottawa dans l'un ou l'autre des nombreux entrepôts du gouvernement.

Une voix: Elles sont toutes de vous.

• (1410)

M. Gauthier: Servez-vous-en!

Le gouvernement actuel doit mettre en œuvre sur-le-champ à l'intention des familles monoparentales le programme d'allocation-logement dont le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) a préconisé la création au cours de la campagne électorale. Il doit commencer dès maintenant à négocier avec les provinces l'établissement d'un réseau national de garderies, de façon à faciliter aux Canadiennes l'accès à la formation professionnelle et au marché du travail.

Le discours du trône se complaît dans les lieux communs. Il ne renferme que des promesses creuses. Il n'apporte malheureusement rien aux femmes qui ont charge de famille et qui sont obligées de travailler, oubliant qu'en périodes difficiles celles-ci étaient en droit d'espérer autre chose que des banalités et des vœux pieux. Ce discours du trône est un désastre complet.

[Français]

L'EMPLOI

L'INQUIÉTUDE AU SUJET DU CONTENU DE L'EXPOSÉ FINANCIER

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Je vous remercie, monsieur le Président. Je tiens à exprimer l'inquiétude de mes commettants ainsi que de mon parti et des 300,000 fonctionnaires de la Fonction publique au sujet des rumeurs, des fuites, au cours de la dernière journée, selon lesquelles 15,000 emplois de la Fonction publique vont disparaître ce soir, comme faisant partie de la déclaration de M. Wilson. Ces rumeurs semblent provenir d'une campagne délibérée visant à persuader le public d'anticiper des changements qui vont coûter de l'emploi au lieu d'en créer.

[Traduction]

Les électeurs voulaient un changement dans ma circonscription d'Ottawa-Centre et d'un bout à l'autre du Canada, mais je pense que rares sont ceux qui ont voté pour que les fonctionnaires servent de boucs émissaires pour apaiser les hommes d'affaires. Les fonctionnaires sont prêts à relever les véritables défis, mais le gouvernement libéral les a harcelés au point d'ébranler leur moral à coups de 5 et de 6 p. 100 et d'autres mesures semblables. Je ne voudrais pas que le nouveau gouvernement imite son prédécesseur.

Par exemple, le nouveau gouvernement a licencié 200 contractuels de la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration, même s'il y a un nombre de chômeurs sans précédent et que la poignée de conseillers de la CCEI ne suffisent plus à la tâche.

Comme chef du parti progressiste conservateur, le premier ministre (M. Mulroney) a déclaré au cours de la campagne électorale que, même si le gouvernement sait qu'il doit sabrer ses dépenses, lui-même ne tenait pas à atteindre cet objectif au détriment des fonctionnaires. J'exhorte le gouvernement à tenir cette promesse et à ne pas faire des fonctionnaires des victimes propitiatoires dans sa politique budgétaire.

L'ÉCONOMIE

LA PRÉPARATION DE L'EXPOSÉ ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, fainéantise et gaspillage, arrogance et corruption ont caractérisé l'alliance libéralo-socialiste restée trop longtemps au pouvoir. Le 4 septembre ils ont récolté ce qu'ils avaient semé. Par contre, le nouveau gouvernement sera reconnu pour sa bonne gestion financière et sa prudence à manier les cordons de la bourse.

Depuis le 17 septembre, le cabinet et, plus précisément, le ministre des Finances (M. Wilson) se sont diligemment attelés à la rédaction d'un exposé économique qui nous révélera le véritable état de nos finances nationales et nous mettra sur la voie de la relance. Maîtriser le déficit, véritable fardeau que le régime Trudeau a laissé aux Canadiens en héritage, sera la toute première préoccupation du ministre.

J'invite les parlementaires et l'ensemble des Canadiens à prêter une oreille attentive au ministre des Finances quand, à 18 h 30, ce soir, il abaissera la manette pour nous relancer, par ce geste, sur la voie d'un avenir brillant et prospère.

L'AGRICULTURE

LA LOI DE STABILISATION CONCERNANT LE GRAIN DE L'OUEST—LES VERSEMENTS AUX AGRICULTEURS

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, quand le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) faisait partie du gouvernement libéral, lui et ses collègues avaient tergiversé pendant une quinzaine de mois avant de proposer des modifications à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Lui et le ministre libéral de l'Agriculture musardaient pendant qu'environ 400 agriculteurs faisaient faillite. Les députés progressistes conservateurs avaient supplié, exhorté, discuté et même prié pour que le gouvernement verse de l'argent aux agriculteurs et leur permettent d'ensemencer leurs champs le printemps dernier. Mais les libéraux avaient refusé. Enfin, vers la fin de la dernière législature, ils se sont décidés à présenter le projet de loi. Ils avaient promis de verser 300 millions de dollars.